

CGT Finances Publiques DISI Grand-Est

Liminaire CTL janvier 2021

M le Président, Mmes et MM de la part administrative, cher·e·s camarades,

Mme la ministre de la destruction de la fonction publique (car d'après le lexique novlangue-Français, le terme transformation signifie destruction), Amélie Bommier épouse du Vicomte Guillaume de Lombard de Montchalin nous a fait l'affront le 14 décembre dernier d'un discours méprisant et ignorant à propos du métier d'agent des Finances Publiques. Pour cette dame, un « agent des impôts », tel qu'elle l'a dénommé de façon réductrice, ne fait que « prélever l'impôt » et le reste du temps ne fait rien, et pourrait consacrer ce temps « d'oisiveté » à à apporter sa contribution dans le cadre de la crise COVID.



Des propos insultants et diffamants dont nous pourrions avoir l'habitude de la part de ce pouvoir anti-fonctionnaire et anti-public, mais cela ne passe pas ! En d'autres temps, Monsieur le Vicomte de Lombard de Montchalin aurait du réparer cet affront en un duel à mort avec Monsieur Fournel. Nous n'en demandons pas autant, car nous savons que Mme la ministre, « héroïne » de la « transformation » de l'ISF (confer lexique novlangue-français) n'a fait qu'appliquer les directives fonctionnairiophobes du premier fonctionnaire de France .



« Apporter leur contribution dans le cadre de la crise Covid : gestion des cas contact, soutien téléphonique aux personnes isolées, telles seraient les tâches affectées à nos collègues éventuellement « désœuvrés » par leurs activités dites « cycliques » (dixit Madame la ministre) ».

Serait-ce la solution apportée au déficit de personnel médico-social, entretenu par des années de réductions budgétaires et de compressions de personnel ? Sérieusement ? Le coronavirus continue à se répandre, les vagues se succèdent, les décisions contradictoires aussi, les couvre-feu, confinements clignotent, les hôpitaux sont en surtension, les médecins de prévention au bord du burn-out, certaines directions se transforment en « déserts médico-sociaux », et tout ce qu'on nous propose, c'est encore un numéro vert avec des demi-agents à temps partiel, débauchés de leur mission originelle. Ce gouvernement fait ressembler de plus en plus notre service public à un centre d'appel !



Le haut-commandement prouve une fois de plus son inutilité dans le quotidien comme dans les cas d'urgence. Au contraire, chaque décision du haut nuit à l'activité du bas, cela se prouve tous les jours. Et pendant ce temps-là, l'existant continue de ne plus exister, les missions disparaissent les unes après les autres et celles qui subsistent se désagrègent peu à peu pour subir le même sort. Et le moral et la santé des agents s'en fait ressentir dans le silence assourdissant d'une direction bureaucrate et zélée.

Après l'extermination des ateliers ADOS, voici venir le tour des ateliers éditiques !

La DGFIP a décidé la fermeture de 4 ateliers d'édition (Marseille, Strasbourg, Clermont-Ferrand et Limoges). Ne subsisteraient au 1er septembre 2021 que 4 ateliers (Meyzieu, Poitiers, Reims et Nemours)

Pourtant le travail ne manque pas : l'Administration elle-même mentionne dans ses documents qu'elle a pris l'attache d'autres Administrations et Ministères pour leur offrir un service dit click-easy . Donc, davantage de travail, avec moins d'ateliers et d'agents, les conséquences sont faciles à prévoir, un management à la Amazon en perspective ...

La suppression de ces postes fragilisera ces ESI, dont les effectifs seront ramenés à un seuil critique pour le maintien même de ces établissements .

Les suppressions de postes ont contraint les collègues ainsi frappés à présenter une demande de mutation au mouvement national, en concurrence avec tous les collègues des Directions territoriales, eux-mêmes heurtés de plein fouet par le Nouveau Réseau de Proximité (NRP), avec un tiers des résidences en moins en moyenne selon les Directions : où iront nos collègues, avec

quel prix d'éloignement, a-t-on mesuré l'impact psychologique d'un changement de métier brutal et forcé ? Toutes ces questions ont provoqué des troubles graves chez un grand nombre des victimes de ces suppressions de postes et de mutations forcées: Arrêts maladies, détérioration de la santé physique et mentale, dévalorisation de soi, sentiment d'exclusion et d'abandon...

Tout ce qui est cité nous a été remonté de collègues perdus et en détresse, car lâchés dans la nature, témoins douloureux de l'absence de reconnaissance de la part de la direction vis-à-vis d'agents qui ont donné beaucoup d'eux-mêmes et qui sont jetés sur le bord de la route.

En voyant la gestion pitoyable de cette opération destructrice appliquée aux ADOs, et ses conséquences humaines désastreuses, chacun comprendra avec tristesse et rage que la logique de l'administration est exactement la même pour les services EIFI. Les ateliers EIFI de Marseille, Clermont, Strasbourg, et Limoges vont fermer (les 3 premiers en sept 2021 et le 4e en sept 2022). Le regroupement de la production dans des ateliers à capacité de production accrue doit permettre de réaliser des économies. C'est d'ailleurs ici aussi un des signes qu'une forte demande d'édition subsiste dans le réseau.

L'administration passe sous silence que la crise du coronavirus a montré la capacité de résilience de ces ateliers, qui ont pu transférer leur charge de travail vers un autre atelier lorsque que l'un d'entre eux tournait au ralenti suite à des cas de maladie. Évidemment, ce mode d'organisation ne pourra plus être mis en œuvre si l'hypercentralisation se poursuit.

La CGT a exigé en 1^{er} la préservation des services EIFI. L'administration ne donne aucune information sur le nombre d'agents impactés par site avec leur qualification. Nous aurons l'information une fois que le mal sera fait ! C'est inadmissible et démontre le peu de considération que notre administration a pour ses agents ! Quel avenir pour tous ces agents dans ces services ? Les agents techniques ne peuvent plus postuler dans les services administratifs, et les autres vivront le même drame que ceux des ADOs, accompagnés à la porte et laissés à l'abandon.



Cette étape nouvelle et de grande ampleur de destruction démontre la volonté de l'administration de vider les ESI et de tuer l'informatique dans la DGFIP.

Ce qu'il a de plus absurde, c'est qu'il apparaît clairement que le travail existe. La prevue en est que les ateliers qui resteront ouverts se verront appliquer le même mode d'organisation qu'à Meyzieu en vue d'augmenter leur production.

La fermeture de quatre ateliers est bien l'aspect le plus dramatique de ce projet que nous combattons, mais il y a un effet des plus sours, qui consiste en un durcissement des conditions de travail avec l'industrialisation accrue des ateliers restants. La CGT est intervenue pour demander des garanties pour les agents concernés et la possibilité d'adapter l'organisation du travail aux situations locales et individuelles. Mais l'administration semble se désintéresser des situations locales comme à Poitiers où les transports ne permettent pas de se rendre sur son lieu de travail vers 6 heures du matin. Dans le cas présent également, la CGT portait le projet d'impression de proximité au profit du programme «Clic'Esi», qui aurait même pu pérenniser des impressions locales de petits volumes, mais pour de nombreux utilisateurs, permettant un acheminement plus court des impressions.

Mais de manière identique aux ateliers de scannage, la volonté de l'administration est bien d'enterrer des fermetures de sites. Dans le cas des ateliers d'édition toutefois, la CGT estime qu'un cap a été franchi : un management fortement défavorable aux agents des ateliers a été mis en œuvre par endroit, empêchant par là même tout désir d'aller travailler sur cette mission

éditique. De même, des agents y travaillant se voyaient préciser l'impossibilité de tout avancement en restant dans ces ateliers. La dégradation volontaire des conditions de travail dans un atelier fait ainsi mieux accepter sa fermeture. La direction a révélé sa ferme intention de détruire l'outil de travail par tous les moyens, y compris les plus cruels.

Et c'est dans cette ambiance de peur et de pression que les agents des sites survivants accepteront tout : D'une part, la Direction leur présentera comme une justice équitable l'« harmonisation des indemnités », et d'autre part, l'encadrement sera amené peu à peu à exercer un management typé « Amazon ». Ce sera la double peine : une refonte des indemnités générant des baisses de salaire et des conditions de travail exécrables.

C'est un horizon bien sombre qui s'affiche à notre regard. Mais comme si cela ne suffisait pas, le présent n'est pas beaucoup plus reluisant, et l'administration applique la même méthode destructrice sur tous les fronts.

Le nouveau mode de recrutement d'agents par voie de contrat à durée déterminée : Un mode de recrutement complètement opaque. Nous le répétons avec force, à la CGT, c'est un pas qui engage vers la privatisation de l'emploi dans les services informatiques de la DGFiP. Le même processus a été employé à France Telecom et il est carrément en vitesse de croisière à la SNCF, devenue Société Anonyme de droit privé. Le statut de fonctionnaire sera progressivement minoritaire puis disparaîtra pour s'y voir succéder une « startup » géante avec un management qui suivra une seule règle : « travaille et ferme-la ! ». Tous les discours rassurants nous jurant que non il n'y a pas de privatisation du service public ne suffisent pas à cacher la vérité : 1.800 postes supprimés l'an prochain et une recrudescence des recrutements par CDD, comment appelez-vous cela ? Désormais, celui ou celle qui s'investit dans un concours plus un an de formation en vue d'un poste déclaré vacant risque de se voir supplanté par un CDD. La direction aura sagement découragé la voie de progression de carrière par la voie du concours. Elle aura dans le même temps, à sa disposition un personnel suffisamment « flexible » et docile pour appliquer sa gestion inhumaine et mettre de la rentabilité dans ce qui deviendra à terme la Société Anonyme des Services Informatiques de l'État Français. C'est ce qui se passe dans le temps présent qui façonne notre avenir.

Une évolution applicative à marche forcée. Notre réseau possède encore de nombreuses applications écrites dans des langages très âgés et un long travail de réécriture est nécessaire à la fourniture de nouvelles applications aux mêmes fonctionnalités que les anciennes, voire meilleures. Mais pour gagner du temps et faciliter le travail de nos informaticiens, la direction a trouvé le Graal : Blu Age ! Le site le vend ainsi « Il renforce l'agilité, revigore la propriété intellectuelle et les avantages compétitifs de votre système d'information en transformant votre environnement originel en un écosystème moderne. Et tout ça à faible coût ! » Il suffit d'appuyer sur un bouton, et toutes nos vieilles applis qui fonctionnent sur les plates-formes anciennes se transforment en des applis ... qui ne marchent plus ! Et les programmeurs, analystes et programmeurs systèmes sont mobilisés comme des abeilles pour patcher le résultat désastreux afin d'en ressortir quelque chose d'à peu près stable. Ceci bien entendu sous la pression très forte d'une direction et d'une hiérarchie qui frissonne à l'idée que l'on sache que Blu Age est en fait un monstre qui détruit tout ce qu'il touche. Ce travail fait par les informaticiens est invisible, et la direction n'a de reconnaissance que pour un produit qualifié de « miraculeux ». On fait plus confiance à des algorithmes qu'à ceux qui les font, on fait plus confiance aux matériels qu'à ceux qui les installent .



« le blues des CID ».

Les CIDs étant la « cheville ouvrière » des services informatiques, ils sont les seuls interlocuteurs physiques de l'utilisateur. Aux yeux de ceux-ci, ils sont l'informatique, toute l'informatique, et surtout celle qui ne marche pas ! Donc, lorsque une application est en maintenance « sans incidence sur son fonctionnement » (ce qui veut dire qu'elle va être indisponible plus longtemps que prévu, bloquant ainsi les agents dans leur travail), c'est à la CID que l'on s'adresse.

Oui, car le Parcours d'Assistance Rénové, c'est quelque chose qui n'est pas jugé comme un moyen efficace pour être dépanné. Certes, toutes les statistiques nous montrent de bons chiffres et des indicateurs avec de belles couleurs sur des diaporamas tous plus beaux les uns que les autres.

Et la gestion désastreuse du coronavirus n'arrange pas les choses ! Les CIDs sont des dépanneurs et de par leur fonction, ont des contacts continus avec les personnels. Et malgré les précautions prises pour éviter l'infection, nous voyons de part et d'autre des CIDs mis en quarantaine due à une intervention sur un site où il était connu des cas de COVID. Il est urgent qu'un cadre décisionnel soit clairement défini au niveau national afin d'éviter que des situations telles qu'à Vitry se renouvellent. Un directeur local n'a pas à faire courir de risque à des personnels de DISI et sinon, il doit y avoir une réaction rapide du CHSCT de la DISI et du DISI lui-même.

Ceci afin d'éviter que s'enclenche la stratégie du « c'est pas moi c'est lui » : Chacun rejette la responsabilité à l'autre, rien n'est décidé ni appris et ce sont encore les agents qui sont reconnus fautifs parce qu'ils n'ont pas respecté des consignes que personne ne leur a transmis. Et quant on leur donne des consignes, elles sont contradictoires, de manière à ce que la confusion dégage tout membre de la hiérarchie de sa responsabilité. On en vient à la scène du Dictateur de Charlie Chaplin où une rangée d'officiers se trouvent devant un obus défectueux et chacun demande à celui de derrière de vérifier le détonateur ... Jusqu'au soldat Chaplin, qui se retourne, et ne voyant personne derrière lui, se voit amené à le faire lui-même.

Voici l'allégorie d'une pyramide inversée : un nombre incalculable de chefs pour un seul exécutant et tout autant d'ordres différents. À cela s'ajoute le jeu d'auto-tamponneuses auquel s'amuse la direction avec les priorités : Tout devient prioritaire donc rien n'est prioritaire, et tout doit être fait en même temps, et le dernier mail qui a paru est prioritaire, il faut laisser tomber ce qu'on fait de prioritaire du moment pour faire ce qui est prioritaire tout de suite tout en continuant le prioritaire d'avant et de maintenant. Chaque superbureau est persuadé d'être le chef suprême et la direction n'a jamais été aussi cloisonnée, entre les MOA, les MOE, les SI, les GF, les CL et ainsi de suite. On entend parler deci delà d'une refonte du système décisionnaire avec des résultats connus d'avance.



Le Chaplin de l'informatique continuera de faire ce qu'il peut pour arranger l'utilisateur et subir d'un côté les remarques sur « l'informatique qui marche pas » et de l'autre des « directives » et des « objectifs » contradictoires. L'amortisseur étant la motivation, la bonne volonté et le désir du travail bien fait. Des amortisseurs qui s'usent peu à peu et des voyants rouges que personne ne regarde car ils ne rentrent pas dans les statistiques.

Alors certains font le choix de ne plus travailler pour les utilisateurs mais pour les statistiques. Enfin, et il vaut mieux le dire plusieurs fois qu'une, il ne faut surtout pas oublier le fameux rapport de la Cour de Comptes d'avril 2019 relatif aux services informatiques des Finances Publiques . Ce rapport, désigne entre autres les coupables à exécuter, et parmi eux, l'assistance de proximité, jugée trop nombreuse. Il y a trop de CID et de SIL dans notre réseau et il faut en supprimer, dit-il. Il est vrai qu'au moment où le NRP pulvérise à tout va les trésoreries, SIP et SIE, l'environnement informatique va prendre une sacrée cure d'amaigrissement. Et donc, par ricochet, on aura besoin de moins d'assistance, qu'elle soit proximale que distante. Quelle belle opportunité pour encore supprimer des postes à l'avenir !

Ainsi, la Direction, à force d'avoir bien appauvri les établissements de toutes leurs activités, de leur personnel et de leurs missions, aura une belle vue d'ensemble de son œuvre destructrice. Une grappe d'ESI exsangues et moribonds qu'il sera temps de fermer, afin d'abrèger leurs souffrances. Ce n'est qu'une question de temps et c'est l'avenir qui nous le dira mais nous le savons déjà.

Enfin, si certains éléments de cette liminaire peuvent choquer, offenser ou être sujets à caution, cela n'a aucune commune mesure avec ce que se permettent impunément certains membres de l'exécutif dans les journaux pour dégrader l'image du service public.

Et pour finir dans l'absurde et le non-sens de ce que nous vivons, je vais citer un grand auteur, grand nom de la résistance Française :

« L'avenir est devant nous, disait Pierre Dac, et nous l'aurons dans le dos chaque fois que nous ferons demi-tour. »